



Budget Culture 2026

Quel sursaut du ministère de la Culture après le naufrage du Louvre ?

PARIS > 17 décembre 2025

Largement médiatisés, les problèmes rencontrés au Louvre sont révélateurs de l'état de délabrement du secteur culturel. Cambriolage rocambolesque, fermeture d'une galerie en raison de la dégradation du bâti et inondation de la salle de la bibliothèque des Antiquités égyptiennes endommageant 350 périodiques.

Parce que la situation du Louvre est révélatrice des politiques d'austérité qui s'appliquent partout, les personnels de l'établissement, à l'appel de l'intersyndicale **CGT/CFDT/SUD**, sont en grève depuis le 15 décembre 2025. Leurs revendications sont les mêmes pour tous les personnels du ministère : plus de budget et d'emplois, des augmentations des salaires et de meilleures conditions de travail !

En l'état, le projet de budget 2026 pour la Culture, identique au budget Bayrou 2025, reste destructeur pour l'ensemble des services publics et en particulier pour le service public culturel.

Du côté des **collectivités**, la baisse annoncée de 4,6 milliards d'euros, voire de 8 milliards en raison du projet de doublement de la contribution des collectivités, va encore se répercuter sur le secteur culturel et associatif déjà fortement fragilisé. On ne compte plus les suppressions d'emplois et les disparitions de structures culturelles en région depuis ces 2 dernières années. Il serait temps que la compétence Culture, partagée entre État et collectivités, devienne également une **compétence obligatoire pour les collectivités** afin de faire cesser l'hémorragie.

Du côté de l'Etat :

- **Les dépenses pour la Culture représentent 4,4 milliards d'euros** sur plus de 500 milliards du budget de l'État soit moins de 1% du budget global... Le budget 2026 prévoit de nouvelles baisses :
 - **coup de rabot de plus de 200 M€ sur le programme Patrimoines**, alors que toute la population est indignée par l'état de nos musées et monuments
 - **coup de rabot de 73M€ sur le programme Transmission des savoirs** ; moins de 6 mois après une réorganisation de l'enseignement supérieur culture conduite par la ministre DATI ; ses ambitions sont réduites de 10% !
 - **Perte de 172 emplois en 2026** (équivalents temps plein) sur les 24 000 agent.e.s que compte le ministère sur les 2 500 000 de la Fonction Publique d'État, c'est-à-dire moins de 1% des emplois de l'État. À cette échelle, petits ou grands musées et monuments, ateliers, bibliothèques, administrations, chaque emploi compte !

Le budget Création n'est pas épargné : **moins 40% pour le FONPEPS** (fonds d'aide au spectacle vivant) à travers un projet de décret dénoncé par les organisations syndicales.

Ces économies vont continuer d'aggraver l'état des services du ministère et de ses opérateurs, dont le bon fonctionnement est entravé par :

- Les suppressions d'emplois continues et l'externalisation à tout va
- Les suppressions de services et les restructurations
- Des conditions de travail, de sécurité de personnes et de sûreté des collections de plus en plus dégradées
- La vétusté de nombreux sites du ministère
- Des blocages de salaires et la déloyauté de la ministre sur les négociations en cours (contractuel.le.s, égalité professionnelle)
- Des orientations libérales : tarification exorbitante et tarification différenciée discriminante, mécénat, privatisations d'espaces, développement de marques et de filiales

Plutôt que de multiplier les mises en scène pour sa campagne aux municipales de Paris, Rachida Dati devrait assumer sa responsabilité de ministre !

La CGT-Culture rappelle ses revendications les plus urgentes :

- Une **loi d'orientation et de programmation pour la Culture** avec des budgets et des moyens humains complémentaires et basée sur une large concertation avec les citoyen.ne.s, les professionnel.le.s du secteur de la culture, des arts et du spectacle, les associations, les institutions et les collectivités
- Un **grand plan de recrutement ministériel** avec la création immédiate de 500 emplois titulaires de la filière accueil, sécurité et magasinage, dont 200 pour le musée du Louvre
- Une véritable **politique de prévention des risques** pour les publics, les personnels et les collections nationales
- La **hausse des rémunérations** et la **reprise sans délai des négociations** qu'elle a brutalement arrêtées sur l'égalité professionnelle et la revalorisation salariale des personnels contractuels

Afin de rappeler notre ministre à ses responsabilités, nous appelons l'ensemble des personnels du ministère à se mobiliser à travers les heures mensuelles d'informations, les assemblées générales, la grève et les actions !